

**Libye - Réponse de M. Jean-Yves Le  
Drian, ministre de l'Europe et des  
affaires étrangères, à une question  
au gouvernement à l'Assemblée  
nationale**

(Paris, 22 novembre 2017)

Question sur la situation en Libye

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Monsieur le Député,

Je vais revenir sur la question libyenne puisque vous m'interrogez essentiellement sur ce point, et sur les actes de barbarie que vous connaissez, et sur lesquels le gouvernement s'est exprimé déjà hier. Je voudrais, à l'issue de la discussion d'hier, apporter quatre points de complément.

D'abord, la France a décidé ce matin de demander la réunion expresse du conseil de sécurité des Nations unies pour aborder cette question. Elle le fait comme membre permanent du Conseil de sécurité, nous avons la capacité de le faire et nous le faisons.

Deuxièmement, nous souhaitons que le Conseil de sécurité s'entoure des avis publics de l'Organisation Internationale des Migrations et du Haut-Commissariat aux Réfugiés, pour que ces deux organismes des Nations unies rendent public l'état réel des situations en Libye, dont font partie la traite des migrants que vous avez, à juste titre, dénoncée dans vos propos.

Troisièmement, les autorités libyennes plusieurs fois alertées, y compris par mes soins, parce que je m'y suis rendu au mois de septembre, ont décidé la mise en oeuvre d'une enquête sur les faits. Nous souhaitons que cela aille vite et nous disons que si la justice libyenne n'est pas en mesure de mener à bien les procédures, nous devons engager une procédure internationale de sanctions.

Enfin, le dernier point, chacun voit bien que la résolution de ce type de drame ne peut avoir lieu que s'il y a une solution politique qui aujourd'hui est initiée par les Nations unies, par le

Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies M. Salamé. Ces discussions avancent lentement mais elles avancent. Nous souhaitons qu'il y ait une prise de conscience des acteurs libyens, devant la nécessité d'aller vite face au drame que nous constatons./.